

LES TOURELLES

Siège social : 6 Rue HENRIONNET
08400 VOUZIERES

SIRET 39744411800012

RAPPORTS

DU

COMMISSAIRE AUX COMPTES

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims



1 Bd, Charles Baltet
10000 Troyes



Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72



e.moreau@cabinet-egele.fr
pjo.egele@cabinet-egele.fr

LES TOURELLES

Siège social : 6 Rue HENRIONNET
08400 VOUZIERES

SIRET 39744411800012

RAPPORTS

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims



1 Bd, Charles Baltet
10000 Troyes



Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72



e.moreau@cabinet-egele.fr
pjo.egele@cabinet-egele.fr

A l'assemblée générale de l'association LES TOURELLES,

1) Opinion :

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2) Fondement de l'opinion :

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3) Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Nous nous sommes particulièrement attachés à vérifier la concordance des subventions enregistrées en comptabilité avec les éléments probants correspondants, mais également à nous assurer du rattachement au bon exercice de celles-ci ;
- Nous avons contrôlé le chiffre d'affaires au sujet de son exhaustivité et de l'application du principe de la séparation des exercices ;
- Nous avons vérifié le processus de l'encaissement en cadrant les pièces justificatives avec les données comptables ;
- Nous avons par ailleurs porté une attention particulière à l'explication des variations des frais généraux de l'association d'une année à l'autre, et effectués des sondages sur les dépenses de l'association.

4) Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous avons constaté que les comptes annuels ainsi que le rapport du commissaire aux comptes n'ont pas publiés sur le site de la Direction de l'information légale et administration (DILA) comme le prévoit le décret 2009-540 du 14 mai 2009.

5) Responsabilités de la direction et des personnes constituant le groupement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6) Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit

face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,

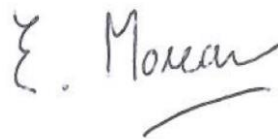
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 3 avril 2024

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'E. Moreau', with a horizontal line underneath.

E. MOREAU

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	1 296	1 296		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
Installations techniques,mat. et outillage indus.					
Autres immobilisations corporelles	16 621	14 590	2 031	3 594	
Immobilisations grevées de droits					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
	TOTAL (I)	17 917	15 886	2 031	3 594
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	768		768	430
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	6 745		6 745	4 872
	Autres créances	74 310		74 310	49 605
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	198 517		198 517	195 488	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	13 861		13 861	5 542
	TOTAL (II)	294 200		294 200	255 937
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		312 118	15 886	296 231	259 531
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	4 600	4 600
	Report à nouveau	160 489	149 371
	Résultat de l'exercice	1 766	11 119
	Total des fonds propres	166 856	165 089
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Provisions	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 364	2 364
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	1 364	2 364
	Total des fonds associatifs	168 220	167 453
	Provisions pour risques	44 872	41 024
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	44 872	41 024
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 814	7 227
	Dettes fiscales et sociales	46 278	26 877
	DETTES DIVERSES		
ENGAGEMENTS DONNES	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 305	5 762
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	3 742	11 188
	Total des dettes	83 139	51 054
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	296 231	259 531
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	1 766,34	11 118,71
	(1) Dont à moins d'un an	83 139	51 054
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	Ventes de marchandises	13 575	5 233
	Production vendue (Biens)		
	Production vendue (Services et Travaux)	186 179	139 353
	Montant net du chiffre d'affaires	199 754	144 586
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	233 009	232 571
	Dons		
	Cotisations	5 664	5 127
	Legs et donations		
	Produits liés à des financements réglementaires		2
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	60 137	39 082
	Autres produits	1 200	
Total des produits de fonctionnement		499 764	421 368
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Achats de marchandises	10 857	4 997
	Variation de stock	(338)	(430)
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	232 771	162 635
	Impôts, taxes et versements assimilés	18 340	13 577
	Salaires et traitements	147 372	138 776
	Charges sociales	34 948	34 521
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	1 563	1 041
	Dotation aux provisions	44 872	41 024
	Autres charges	8 804	5 555
Total des charges de fonctionnement		499 189	401 696
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT COURANT		574	19 672

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT COURANT		574	19 672
Opéra. comm.	Excédent attribué ou insuffisance transférée	1 200	
	Insuffisance supportée ou excédent transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 403	1 215
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		2 403	1 215
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges assimilées		989
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			989
RESULTAT FINANCIER		2 403	227
RESULTAT COURANT		4 177	19 899
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	674	3 159
	Sur opérations en capital	1 000	4 466
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	170	
	Total des produits exceptionnels	1 844	7 625
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	3 055	16 375
	Sur opérations en capital		30
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Total des charges exceptionnelles		3 055	16 405
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(1 211)	(8 780)
PARTICIPATION DES SALAIRES			
IMPOTS SUR LES BENEFICES			
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées			
TOTAL DES PRODUITS		504 010	430 208
TOTAL DES CHARGES		502 244	419 090
EXCEDENT ou DEFICIT		1 766	11 119
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		PRODUITS	CHARGES
Bénévolat		26 306	
Prestations en nature			
Dons en nature			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			26 306

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **296 231** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **504 010** euros et un total **charges** de **502 244** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **1 766** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	1 296					1 296
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 296					1 296
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	250					250
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	6 631					6 631
	Emballages récupérables et divers	9 741					9 741
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 621					16 621	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		17 917					17 917

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	1 296			1 296
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 296			1 296
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	250			250
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	3 037	1 563		4 600
	Emballages récupérables et divers	9 741			9 741
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 027	1 563		14 590
TOTAL		14 323	1 563		15 886

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	41 024	44 872	41 024	44 872
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	41 024	44 872	41 024	44 872
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	170		170	
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	170		170	
	TOTAL GENERAL	41 194	44 872	41 194	44 872

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		44 872	41 024	170
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		63 789
Autres créances		63 789
SUBVENTION REGION A RECEVOIR	22 289	
SUBVENTION VILLE A RECEVOIR	16 000	
SUBVENTION 2C2A A RECEVOIR	8 700	
AUTRES SUBVENTIONS	1 800	
SUBVENTION LEADER	15 000	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		32 891
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FACTURES FOURNISSEURS NON PARVENUES</i>	9 938	9 938
Dettes fiscales et sociales <i>DETTES PROVISIO POUR CONGES PAYES</i> <i>CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES</i>	15 034 5 614	20 647
Autres dettes <i>CHARGES A PAYER</i>	2 305	2 305

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Charges

Produits

Charges et Produits d'EXPLOITATION

13 861

3 742

Charges et Produits FINANCIERS

Charges et Produits EXCEPTIONNELS

TOTAL**13 861****3 742**

auditme.fr
commissaire aux comptes

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des produits exceptionnels		1 844
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS</i>	674	674
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>QUOTE PART SUBV INV RAPPORTEE AU RESULTAT</i>	1 000	1 000
Reprises sur provisions et transferts de charges <i>REPRIS. PROV. RISQ. & CHARG. E</i>	170	170
Total des charges exceptionnelles		3 055
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>CHARG. EXCEPT. SUR OPERAT. GES</i> <i>CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS</i>	100 2 955	3 055
Résultat exceptionnel		(1 211)

 **auditme.fr**
commissaire aux comptes

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables	4 600			4 600
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	149 371	11 119		160 489
Résultat de l'exercice	11 119	1 766	11 119	1 766
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	2 364		1 000	1 364
Provisions réglementées				
TOTAL	167 453	12 885	12 119	168 220

LES TOURELLES

Siège social : 6 Rue HENRIONNET
08400 VOUZIERES

SIRET 39744411800012

RAPPORTS

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims



1 Bd, Charles Baltet
10000 Troyes



Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72



e.moreau@cabinet-egele.fr
pjo.egele@cabinet-egele.fr

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT :

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé :

En application de l'article R. 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnée à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

I. Convention avec : Ville de Vouziers

Personnes concernées :

- Mr Yann DUGARD, maire ;
- Mr Dominique CARPENTIER, 2e adjoint, Délégué aux sports, au patrimoine et à la gestion des salles communales ;
- Mme Nathalie MAROTEAUX, 3ème adjointe déléguée au cadre de vie et à l'environnement ;
- Mme Nadège LAMPSON, 5e adjoint, Déléguée à l'information et l'expression et aux affaires culturelles.

Objet et modalités :

La ville de Vouziers a accordé à votre association, dans le cadre de la convention d'objectifs signée le 28 février 2023, une subvention d'un montant de 106 000 € pour la saison culturelle 2023.

Par ailleurs, la Ville de Vouziers met à disposition gratuitement les locaux nécessaires à ses activités au centre « Les Tourelles » 6 rue Henrionnet à Vouziers.

II. Convention avec : Communauté de Communes de l'Argonne Ardennaise

Personnes concernées :

- Mr CANIVEINQ, vice-président en charge de la commission Sport et Culture ;
- Mr DAUPHY, conseiller communautaire ;
- Mr DUGARD, président.

Objet et modalités :

La Communauté de Communes de l'Argonne Ardennaise a accordé à votre association, dans le cadre de la convention d'attribution de moyens pour l'année 2023, une subvention d'un montant de 49 000 €.

Une subvention complémentaire pour le festival « Voix Vertes » de 2000 € a été également accordée.

III. Convention avec : Conseil départemental des Ardennes

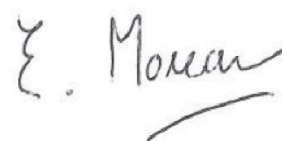
Personne concernée :

- Mr DUGARD, président ;

Objet et modalités :

Le Conseil départemental s'engage à verser au bénéficiaire une subvention de fonctionnement annuelle de 10 800€ sur la période de 2022 à 2024 soit une aide totale de 32 400€.

Reims, le 3 avril 2024



E. MOREAU